

Saisir les opportunités : contribution des déplacés à l'économie locale

Stanislas LUBALA et Rachel SIFA KATEMBERA

Résumé : Les déplacés se lancent dans le processus de saisir les opportunités pour faire face aux aléas de la survie et de l'existence, en toute circonstance et dans n'importe quel environnement géophysique. Ils mettent en action leurs connaissances, les informations à leur disposition aussi le capital humain en termes de collaboration avec les personnes rencontrées dans les milieux d'accueil et celles laissées dans leurs milieux d'origine. Cette retrouvaille des personnes autour de leurs activités commerciales fait que les déplacés s'engagent consciemment ou inconsciemment dans la dynamique de choix du produit à exploiter, la place d'exposition, les astuces et les principes de fixation de prix. Cette étude vise à démontrer la contribution des personnes déplacées à l'économie locale dans la ville de Bukavu. Pour y arriver, l'étude a analysé les différents flux économiques générés dans la ville par la présence des déplacés : les services créés, les ressources mobilisées dans leurs milieux d'origine, les petits métiers, etc. Ces activités économiques jouent le rôle de connecteurs et de rapprochement. Pour collecter les données, nous sommes passés de la phase qualitative à l'enquête quantitative sur un échantillon de 100 personnes sélectionnées aléatoirement constituées des déplacés, des chefs locaux, des résidents réunis aux rencontres diverses (Barza et focus group). L'ensemble des activités des déplacés et tous les circuits économiques créés facilitent la mise en évidence de leur contribution à l'économie locale et réduit leur dépendance économique sur les ressources des résidents.

Mots clés : intégration économique, contribution à l'économie locale, (in)dépendance économique, déplacement prolongé, flux économique

1. Introduction

La vie des personnes déplacées est souvent au centre des rencontres et débats entre les organisations humanitaires et les autorités locales à différents échelons, dans lesquels les questions des statistiques, des raisons de déplacement, des préoccupations logistiques pour leur installation sont traitées en vue de proposer des réponses adéquates et convenables. La vie socio-économique et le mode de vie des personnes déplacées dans leur milieu d'accueil n'ont pas encore été au centre des préoccupations des acteurs humanitaires et politiques. Encore

moins les innovations créées par la présence des déplacés dans la ville de Bukavu en termes des flux économiques, pour la survie en tant que contribution à l'économie locale.

1.1. Contexte et localisation de l'étude

Cette étude se réalise dans un contexte particulier de la période post-conflit ou de conflit dans certaines zones. En effet, il s'agit de la période de deux décennies, au cours desquelles, Bukavu, Chef-lieu de la Province du Sud-Kivu, en particulier et de l'Est de la RDC en général, l'une des Provinces les plus affectées par des guerres à répétition que le pays a connues depuis 1996. Avec la guerre de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL). Au cours de cette guerre, les populations de la ville de Bukavu s'étaient repliées dans les Territoires, qui du moins étaient accessibles, à ce moment-là. Curieusement, depuis 1998 l'équation se renversa avec l'avènement du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) qui se présentait comme correction de la vision et des actions de l'AFDL. Les affres des guerres à répétition, des rébellions de tout bord avec des acteurs diversifiés (*Interahamwe*, Mai-Mai, Yakutumba, Rahiya Mutomboki, etc.) ont engendré des conséquences multiformes subies par presque toutes les catégories sociales.

La détérioration des structures de base et la réduction et/ou le manque des moyens de subsistance et l'accès à l'éducation ou aux soins de santé dans leurs localités d'origine sont également parmi les supports de ces déplacements. Et pour un petit groupe des déplacés, les raisons de changement des milieux de vie et d'apprentissage du nouveau mode de vie économique constituent un leitmotiv puissant pour leur déplacement.

Cette étude s'est focalisée sur les personnes déplacées habitant les avenues et quartiers péri-urbains et urbains de la Commune de Bagira à Bukavu. Il s'agit des dix quartiers dont Lumumba, Nyakavogo, Mulambula, Cikonyi, Cikera, Kanoshe, Ciriri, Mulwa, Buholo-Kasha et Chahi. L'arrivée de ces déplacés à Bukavu, pour la première fois, pose toujours des questions de leur installation, de leur survie, de communication avec son nouvel entourage. Les considérations de diverses origines avec des implications socio-économiques sur la vie des uns et des autres expliquent l'importance de la connectivité et de la mobilité des déplacés en vue d'améliorer leur protection et d'assurer leurs moyens de subsistance.

Cet article, de l'introduction au développement avant de tirer la conclusion générale, a le premier chapitre qui fait la revue littéraire suivie de la présentation des résultats illustrés par

les éléments du récit d'un déplacé partant de trois sous-points ;i)comment les déplacés profitent-ils des services disponibles dans la ville, ii)l'analyse du marché pour mobiliser les ressources dans les milieux d'origine, iii) les bénéfices réalisés par les PDI dans leurs activités commerciales contribuent au développement de l'économie locale (investissement à Bukavu que dans leur milieu d'origine)

1.2. Question de recherche et hypothèses de l'étude

Ainsi, nous nous sommes posé des questions suivantes : quel est l'impact de la présence des déplacés ? Quelle est leur contribution à l'économie locale de Bukavu ? Y-a-t-il une différence entre déplacés et autochtones en termes de richesse ? Quelles sont les innovations qu'ils apportent dans leurs milieux d'accueil ? Quels sont les éléments qui les aident à intégrer le circuit économique? Les nouvelles opportunités de marché ou niches de travail sont-elles créées ? Quels sont les facteurs favorables qui aident les personnes déplacées à créer leurs propres opportunités ? Quels sont les facteurs qui les empêchent de créer des nouvelles opportunités ? Les personnes déplacées sont-elles impliquées dans les activités économiques (par exemple échanges commerciaux, entreprises alimentaires, produits industriels) qui fournissent des services supplémentaires et apportent des avantages aux communautés d'accueil ? Mobilisent-elles des ressources dans leurs milieux d'origine ? Existe-t-il un potentiel pour améliorer ces activités économiques ? La ville de Bukavu bénéficie-t-elle de leur investissement ? Quels sont les impacts économiques à long-terme ? Comment les politiques peuvent-elles contribuer à maximiser ces effets sur le développement ?

De ces questionnements découlent des hypothèses qui sont plausibles avec la combinaison des efforts diversifiés, le poids et la quantité des relations laissées dans le milieu d'origine et celles créées dans le milieu d'accueil, la valorisation des opportunités rencontrées sur place et comporte des défis mais les PDI s'emploient pour les surmonter.

Autrement dit, les hypothèses soutenues pendant notre étude se focalisent sur deux aspects : (i) certaines personnes déplacées transforment les configurations sociales de la ville, en créant de nouvelles relations de travail et des nouvelles opportunités ; qui ne dépendent pas nécessairement d'acteurs plus puissants dans leur configurations pour pouvoir gagner leur vie. (ii) Les personnes déplacées contribuent et ajoutent aussi des nouvelles options de survie et créent leurs propres opportunités d'emplois dans la dynamique de la lutte pour la vie et investissent les revenus réalisés et cumulés dans les milieux d'accueil.

1.3. L'objectif de l'étude

Cet article a pour objectif de contribuer au corps des connaissances sur les personnes déplacées vivant dans la ville de Bukavu en examinant d'une part l'impact de leur présence dans le secteur de l'économie locale et d'autre part les politiques qui peuvent contribuer à maximiser les effets induits pour le développement.

Les questionnements ci-haut énumérés visent à regrouper, après analyse, tous les domaines d'intervention économique des déplacés dans lesquels ils réussissent à mobiliser les ressources dans leurs milieux d'origines et toutes les transactions y afférentes. Aussi, identifier les stratégies et astuces économiques mises en place par les déplacés pour réussir le positionnement économique de leurs activités et produits. Tout en retenant que les déplacés dans la ville de Bukavu ne reçoivent pas d'assistance ni pour leur survie, encore moins pour l'accompagnement ou le soutien à leurs initiatives économiques, de la part des dirigeants politiques.

Ainsi, cette étude a pour mission de renforcer la connaissance sur les avantages économiques de la présence des déplacés dans la ville et surtout démontrer l'utilisation des revenus réalisés quant à leur investissement dans la ville de Bukavu. Somme toute, cette recherche explore des pistes de solutions à mettre à la portée de tous les acteurs intéressés à la question du déplacement des personnes et leurs conditions de vie, dans les milieux d'accueil.

1.4. La méthodologie

Nous avons collecté, à travers la méthode qualitative grâce aux récits semi-structurés et biographiques, les données de cette étude. Pour une période de 20 jours de février en mars 2020, nous avons obtenu les données basées sur la méthode quantitative, notamment, une enquête a été exécutée avec un échantillon de 100 personnes réparties dans les dix quartiers (Lumumba, Nyakavogo, Mulambula, Cikonyi, Cikera, Kanoshe, Ciriri, Mulwa, Buholo-Kasha et Chahi) de la commune de Bagira dans la province du Sud-Kivu en RDC. L'étude a appliqué des interviews semi-structurées, des entretiens avec des groupes des personnes préalablement identifiées parmi les personnes déplacées venues des différents Territoires de la Province du Sud-Kivu pour s'installer dans les quartiers périurbains de la commune de Bagira et dont les cas sont très éloquentes, et des résidents qui ont une expérience d'une vie passée ensemble avec

un ou des personnes déplacées. Successivement, nous avons eu des entretiens avec un groupe homogène des personnes déplacées internes (PDI), un autre constitué uniquement des résidents, et un troisième groupe qui était mixte, composé à la fois par des déplacées et des résidents. Nous avons sélectionné des hommes et des femmes, à proportion relativement égale, dont l'âge varie entre 18 et 70 ans, qui ont toutes les facultés mentales et le sens de responsabilité, capables d'expliquer le parcours de leur déplacement et du processus décisionnel qui s'en est suivi. Mais aussi tous sont aptes à l'exercice d'une activité économique.

Ces récits avaient été suivis par des focus-group entre déplacées d'une part, les résidents et les Chefs locaux de l'autre part ; une séance de barza avec toutes les parties prenantes impliquées dans les phases précédentes de l'étude. L'échantillon de l'enquête avait été tiré de manière aléatoire sur orientation des leaders locaux et les consignes données par les premières personnes déplacées interviewées. Sur terrain, les données ont été collectées par une équipe de deux personnes dont un chercheur et son assistant, grâce à guide d'entretien (pour la 1^{ère} phase de recherche qui a été qualitative). Ensuite avec le logiciel Kobo-collect (En la deuxième phase de recherche qu'est quantitative) pour traiter les données.

2. Aspects théoriques

La perception populaire à Bukavu, et ailleurs en RDC est que les personnes déplacées en milieu urbain ne les sont pas comme telles, mais sont venues en ville principalement pour des raisons économiques et exercent une pression supplémentaire inutile sur des ressources, des espaces et des services rares. Ce discours est également souvent entendu parmi les responsables gouvernementaux et les acteurs humanitaires sur le terrain. Ils justifient leur politique de ne pas fournir d'aide humanitaire aux personnes déplacées en ville, car cela ne fera que déclencher un nouvel exode rural (Jacobs et Milabyo 2018). Au contraire, le ministre provincial du genre, de la santé et des affaires humanitaires du Sud-Kivu vise à inverser l'exode rural en améliorant les conditions de vie dans les zones rurales en vue de promouvoir un exode urbain qui peut réduire la pression sur la ville, comme il nous l'a expliqué lors d'une interview.⁷⁵

Il faut cependant noter que les personnes déplacées ne sont pas des victimes passives qui n'attendent que l'aide. Cela est également reconnu par la littérature plus récente qui se penche

⁷⁵Entretien avec le Ministre Provincial du Sud-Kivu en charge de la Santé Genre Famille et Enfant, 03 septembre 2019, Bukavu.

sur l'autonomie des réfugiés et des PDI. (Voir ainsi les différentes contributions dans le numéro spécial du *Journal of Refugee Studies* publié récemment. Le thème de ce numéro est "Repenser l'autonomie des réfugiés"). Le volume édité "Displacement economies in Africa : Paradoxes of crisis and creativity" montre également l'agence des personnes déplacées pour construire leurs moyens de subsistance dans le déplacement (Hammer, 2014). Les études montrent la contribution des personnes déplacées (principalement des réfugiés) aux économies locales, sans toutefois faire nécessairement référence au concept d'autosuffisance.

Dans cet article, nous adoptons une approche dans laquelle nous considérons les personnes déplacées comme des agents actifs qui prennent les choses en mains pour améliorer leurs conditions de vie et être autonomes. Si une aide humanitaire est disponible, elle peut faire partie de ces stratégies, mais en l'absence d'aide, elles se débrouilleront seules ou feront appel à leurs réseaux sociaux pour obtenir un soutien. Conformément aux contributions du livre édité par Hammar, nous prêtons attention à la créativité des personnes déplacées pour trouver leur propre niche sur le marché du travail urbain. Ces niches les aident non seulement à gagner leur vie, mais contribuent également à leur intégration dans la ville. Comme le soulignent Ager et Strang (2008), l'emploi est un facteur important qui contribue à l'intégration locale des personnes déplacées et influence la perception de la personne elle-même et celle de son entourage.

A la lumière du rapport de 2017 du Ministère de Plan, du Budget et Suivi de la mise en œuvre de la Révolution de la modernité et chargé des relations avec la société civile en partenariat avec le PNUD, il ressort que l'économie de la province du Sud Kivu est essentiellement tournée vers l'agriculture, l'élevage, le commerce et les services tenus par les paysans. L'élevage (des gros et petit bétails et volailles) et la pêche, bien que pratiqués de façon traditionnelle, sont très prospères dans la province. En ce qui concerne les mines: l'étain, le wolframite, la monazite, le diamant, l'or, le colombo tantalite (coltan), le calcaire, le gaz méthane, les eaux thermales et la cassitérite sont exploités actuellement surtout de façon artisanale mais aussi par quelques entreprises modernes (BANRO, TWANGIZA MINING). Ce secteur connaît une fraude massive de la part d'exploitants artisanaux d'origines diverses dont la plupart, sont des déplacés ayant décidé de vivre dans la ville de Bukavu et y investissent en termes d'immeubles et autres. L'industrie locale est très peu développée et bon nombre d'entreprises qui jadis faisaient la fierté de la province ont fermé. Il s'agit notamment de la cimenterie de Katana, de la sucrerie de Kiliba, d'une huilerie de Kiringye et des savonneries, des industries de transformation de

café, de production du thé, du quinquina (la Société Pharmakina), du tabac et des boissons gazeuses ⁷⁶(PNUD, 2017).

International Peace Information Service (IPIS) révèle, dans l'ouvrage publié en mai 2017 sous le titre : « Tout ce qui bouge sera taxé », l'économie politique des barrières routières au Nord et Sud Kivu⁷⁷ dans laquelle les PDI développent les stratégies de mobilisation des ressources. Les auteurs Peer Schouten, Janvier Murairi et Saidi Kubaya Batundi, Valentin Sendedeya, Guillaume Aininyu et Mike Mirindi Mudukwe, Victor Batundi, Jacques Bauma ont montré la mobilisation des ressources naturelles (planches, huile de palme, braises, etc.) déployée par les originaires de Kalehe à Bunyakiri vers la ville de Bukavu, activité contribuant plus à l'économie de la ville.

Bulambika est le centre commercial qui regorge le « marché central » de Bunyakiri. Datant de l'époque coloniale, ce marché a été détruit dans les années 1990 par les groupes armés et réhabilité sous l'impulsion d'une actrice politique à l'époque de la rébellion du RCD.⁷⁸ Il est opérationnel chaque jour mais le jour officiel de marché est le vendredi. Son importance régionale est énorme. On y vend des produits agricoles de première nécessité, notamment du manioc, de l'huile de palme, des bananes, de l'huile palmiste, des arachides, des planches, des sticks de bois, d'autres articles produits localement, ainsi que des biens de plusieurs marchés régionaux, en provenance de Bukavu. Selon le représentant du comité de vendeurs de Bunyakiri, plus de 50 camions chargés de personnes et de leurs biens, par jour de marché hebdomadaire, viennent de Bukavu sans compter le nombre des motos, pour vendre les biens manufacturés et qui repartent avec la production agricole locale vers la capitale provinciale.⁷⁹

Comme il en est dans les pratiques locales, et les témoignages reçus des différents exploitants des produits agricoles, la taxation du marché est une prérogative du pouvoir coutumier. Le

⁷⁶RDCongo et PNUD, Ministère du Plan, localisation des objectifs de développement durable dans la Sud-Kivu, Rapport Provincial, Août 2017, p.15

⁷⁷ Peer Schouten et J.Murairi, S.Kubaya, V.Senededeya, G.Aininyu, M.Mirindi Mudukwe, V.Batundi, 'tout ce qui bouge sera taxé', l'économie politique des barrières routières au Nord-Kivu et Sud-Kivu, IPIS, Anvers/Copenhague Mai 2017, pp

⁷⁸ Newbury, M. Catharine. « Ebutumwa Bw'Emiogo: The Tyranny of Cassava A Women's Tax Revolt in Eastern Zaïre », Revue Canadienne des Études Africaines, 18: 35-54, 1990, p. 40, cité par Peer Schouten, Janvier Murairi et Saidi Kubaya Batundi, Valentin Sendedeya, Guillaume Aininyu et Mike Mirindi Mudukwe, Victor Batundi, Jacques Bauma, in Tout ce qui bouge sera taxé », l'économie politique des barrières routières au Nord et Sud Kivu, IPIS, Anvers/Copenhague, Novembre 2017 P.49

⁷⁹Op cit Une structure dénommée CDPMBU (comité directeur des commerçants des produits manufacturés de Bunyakiri). Entretien, avril 2017

Mwami du Buhavu taxe l'accès des vendeurs et vendeuses au marché, et leur livre un jeton comme preuve de paiement de taxe. Comme le marché est à la limite entre les Chefferies de Buloho et Buhavu, les deux entités perçoivent des taxes sur le marché : les femmes qui viennent par exemple de Maibano dans le Buloho sont taxées en nature par la Chefferie, juste avant de traverser la limite entre les deux Chefferies.⁸⁰ Ce système date depuis longtemps, autour des années 1980, selon les anciens expérimentés du secteur. Curieusement ce système fonctionne jusqu'à ces jours et tous les pouvoirs qui se succèdent se nourrissent de cette pratique.

Cependant, Bulambika demeure un grand marché de cette région qui attire les produits agricoles (tels que l'huile de palme de qualité très appréciée et le manioc) de diverses origines et de plusieurs petits marchés des groupements voisins comme (Hombo, Kambali, Bitale) où les producteurs agricoles et les commerçants viennent écouler leurs marchandises et autres. Dans un autre contexte, tout un réseau de petites barrières de tracasseries sont érigées par les services de sécurité, FARDC, PNC (et parfois l'ANR) et pullulent les sentiers et les routes de desserte agricole dans la zone avant d'atteindre le marché de Bulambika et les prélèvements imposés s'en suivent sur les produits ou alors on paie de l'argent. Pour l'huile de palme, on prélève 250FC (soit 0.166 \$US) l'équivalent de deux mesurètes d'huile de palme, tandis que pour le manioc, c'est trois cossettes, tubercules sèches ou fraîches. Certaines de ces barrières sont érigées seulement les jours de marché, quand les vendeurs et acheteurs se déplacent vers le marché ; les tracasseries se multiplient. Tout cela crée un mouvement des tracasseries permanentes et rentables pour les uns et une charge à supporter par les victimes, qui assurément, s'adaptent à la circulation et à ce phénomène puisque les dénonciations sont quasi-inexistantes.

Les plus grands commerçants qui détiennent un dépôt commercial d'entreposage d'huile de palme, près du marché ou dans le marché, payent annuellement 15 dollars à chacun de services suivants : la DGRAD, la DGI, le Service de l'Environnement, et à la Chefferie. De plus, aux utilisateurs de balances, ces services exigent le paiement d'une taxe appelée « poids et mesures » qui s'élève à 33.000 FC soit environ 25 dollars par an.⁸¹ Selon les commerçants, l'estimation du nombre des dépôts pourrait atteindre une centaine dans le centre de Bulambika,

⁸⁰ Newbury, M. Catharin, Op cit. P.50

⁸¹ Source : entretiens avec commerçants, avril 2017. Pour un aperçu du système des taxes de marché à l'est du Congo, voir Verweijen op cit p. 142 cité par Newbury, M. Catharine, Op cit P.51

et à Bukavu les détenteurs des huiles de palme paient aussi presque les mêmes montants (selon l'interview avec Monsieur MAZURI).

L'huile de palme est la principale source de matière grasse de la population du Sud-Kivu. Elle fournit l'essentiel des lipides dans l'alimentation et pour l'art culinaire. Les plantations industrielles furent développées au Sud-Kivu dans les années 1930. Cet effort s'est d'ailleurs poursuivi jusqu'à l'année funeste de la « zaïrianisation » en 1973 nous renseigne le Père Didier de Failly (2000). Il ajoute qu'avec la « zaïrianisation ⁸²», la filière caféicole a été modifiée, elle s'est morcelée en une longue chaîne.⁸³ Quant à l'huile de palme, l'intervention de plusieurs intermédiaires dans la chaîne de production (de la récolte du régime à la vente de l'huile de palme en détail) a fait que les planteurs industriels ne pouvaient plus fournir en gros les marchés des villes à partir de leurs usines d'extraction d'huile.

Normalement, la production devrait augmenter avec le Programme Kivu (Zaïre-CEE), lancé au début de l'année 1990, qui était financé par l'Union Européenne et le Gouvernement de la RDC, ex-Zaire. Ce programme avait comme objectif de renforcer la filière huile de palme en introduisant des palmiers sélectionnés à haut potentiel de rendement. Selon Didier de Failly (2000), le programme Kivu (Zaïre-CEE) avait permis à environ 5.000 paysans de couvrir environ 1500 hectares de nouvelles palmeraies, dans le but d'améliorer la production de l'huile de palme en province et parvenir à combler les demandes internes et externes. Ce programme n'a pas eu le temps d'améliorer les procédés artisanaux d'extraction de l'huile de palme car il fut arrêté brusquement avec les perturbations politiques de la transition démocratique ratée des années 1990.

Le mauvais état des infrastructures routières d'évacuation de la production, l'utilisation des méthodes encore artisanales par les ménages cultivateurs et le vieillissement des plantations, constituent encore des contraintes à cette filière.

3. Les résultats

⁸² La « zaïrianisation » réalisée en 1973, traduisait la volonté du régime Mobutu de recouvrer son indépendance sur le plan économique. Les entreprises qui jusque-là étaient aux mains des expatriés devraient passer aux mains des nationaux particulièrement des dignitaires du régime

⁸³ DE FAILLY, D. (2000). L'économie du Sud-Kivu 1990-2000 : mutations profondes cachées par une panne. In : Marysse, S. & Reyntjens, F. (éds.). L'Afrique des grands lacs : annuaire 1999-2000. Paris : L'Harmattan, P.163 cité par Stany VWIMA NGEZIRABONA. (2014). Le rôle du commerce frontalier des produits alimentaires avec le Rwanda dans l'approvisionnement des ménages de la ville de Bukavu (Province du Sud-Kivu) (Thèse de doctorat). Université de Liège/Gembloux Agro-Bio Tech, Belgique P.47

Dans le cadre des projets TRAFIG menés en RDC travaillant sur les questions de déplacement à Bukavu depuis 2014, l'un portant sur l'enquête qualitative de septembre 2019 et l'autre quantitative de février à mai 2020, notre article présente les résultats issus des enquêtes spécifiquement dans les dix quartiers de la Commune de Bagira sur la manière dont les personnes déplacées saisissent les opportunités de travail et comment elles contribuent à l'économie locale.

3.1. Les déplacés profitent des services disponibles dans la ville, migrants économiques d'après les autochtones

Les résultats de notre étude démontrent à suffisance, en fait, que les personnes déplacées contribuent et ajoutent des nouvelles options dans les circuits socio-économiques et créent leurs propres opportunités spécifiques de survie et trouvent des aléas aux exigences de la configuration socio-économique de la ville.

Le rapport du Focus group tenu en Commune de Bagira selon le thème "saisir l'opportunité" illustre ce cas :

Les victimes des démolitions des maisons avaient fui et s'installèrent dans cette entité de la Commune du service de Cadastre vendue aux particuliers. Pour raison de sécurisation de la parcelle par crainte d'être spoliée ; les familles y sont logées gratuitement après que le propriétaire ait construit une maisonnette en tôles. Il ne peut donc avoir résistance reconnaissant notre statut des occupants. Avec le niveau de vie très bas, il est impossible d'acheter. Quand les propriétaires construisent leurs maisons nous sommes obligés de quitter et libérer la parcelle ; en esprit de solidarité, celui qui libère l'espace est accueilli dans une autre maisonnette en chantier chez son voisin.

Arrivé dans le milieu en 2017 et jusqu'à ce jour, les déplacés se sont créés d'emplois pour leur survie, ainsi les travaux exécutés dans ce milieu comme source fréquente de revenu : Terrasser les parcelles dans l'avenue, Transporter les matériaux de construction : 2\$ par jour, Cultiver dans des champs des autochtones moyennant le paiement de 1.5\$ par jour, Scierie, Maçonneries et aides- maçons, Ouvrier, Tous travaux de main d'œuvre local et accessible dans le chantier.

Voire des cotisations qui se font mensuellement ; la caisse commune gérée par le chef en vue de subvenir aux cas sociaux des habitants (décès, hospitalisation, naissance, etc.)

A la recherche des réponses aux contraintes existentielles, les déplacés créent des initiatives de production économique, comme sources de revenus que certains résidents de longue date pensent être en concurrence avec les leurs. Et pourtant, en réalité, elles sont complémentaires à celles des membres des communautés d'accueil. Il s'avère qu'à l'arrivée des déplacés, ils bénéficient des ressources et autres services offerts par la communauté d'accueil.

Ce témoignage de Monsieur MAGLOIRE, âgé de plus de 60 ans, résident au quartier Buholo-Kasha dans la Commune de Bagira, nous a plus édifié:

J'avais quitté Burhale en 2016 avec ma femme et m'installer dans ce quartier où je suis locataire. Je faisais les activités de construction des maisons des prêtres à Walungu. À une certaine période il n'y avait plus de travail, le tout doublé de l'insécurité permanente des bandits à mains armées. Et c'est ainsi que je suis venu pour me trouver du travail en ville. J'effectue les travaux comme celui de maçonnerie, de jardinage dans un grand hôtel de la ville et la propreté des servitudes dans des avenues en ville.

L'idée maîtresse est que les familles d'accueil ont eu à partager leurs ressources avec les personnes déplacées à leur arrivée, et durant toute la période pendant laquelle elles se recherchent, en termes d'opportunités de survie. De ce fait, les ressources des familles d'accueil étant déjà limitées, se retrouvent réduites pour faire face aux exigences et aux nouveaux gaps, d'une nouvelle catégorie de personnes.

Pendant l'enquête, Madame MAKALA, veuve, âgée de 35 ans, originaire de Bitale/Kalehe nous a donné son témoignage. Elle réside au quartier Mulambula dans la Commune de Bagira.

Je suis venue à Bukavu avec tous mes enfants en 2015 en fuyant les atrocités des rebelles Rahiya Mutomboki. Nous étions accueillis chez ma grande sœur. Après 6 mois, je devrais libérer la maison de ma grande sœur et me débrouiller pour la survie de mes enfants. J'ai entamé le petit commerce des légumes avec le système de rodage, porte à porte en ville dans des ménages.

Eu égard à ce qui précède, les personnes déplacées ont contribué à la transformation des modes de vie social dans la ville de Bukavu par la création des nouvelles relations de travail mais également des nouvelles opportunités d'emplois informels ne dépendant pas nécessairement

d'acteurs puissants, très populaires mais plutôt des personnes ordinaires dans leurs configurations pour espérer gagner leur vie et un lendemain meilleur.

Témoignage de Madame LINJANJA résidente sur l'avenue du marché Kunda au quartier Nyakavogo dans la Commune de Bagira.

Mon mari est domestique en ville il y a 6 ans depuis que nous avons quitté notre village de Cijo à Kabare en 2014. Son travail nous a aidé à avoir la maison en pleine construction dans ce quartier et me permet d'avancer avec le petit commerce des produits vivriers dans une petite boutique chez moi, devant ma parcelle.

Face au coût de vie devenu très difficile, les déplacés, et maintes fois, en partenariat avec les autochtones se rallient ou s'engagent dans la recherche des services disponibles tels que décrits dans la liste des métiers ici-bas, pour tous les quartiers de la Commune de Bagira, en particulier, et la ville de Bukavu en général :

Enseignant, aides-maçons, charpentiers, travailleurs domestiques dans des ménages, transporteurs dans les carrières et marchés urbains, vendeurs des braises-légumes, boucher, vendeur des planches et braises, sentinelle, huissier, fossoyeur des fosses septiques, cultivateurs, chauffeur-mécanicien, couturier, barman, praticien de la médecine traditionnelle, assistant chauffeur, rodage des habits de seconde main, boutiquier, pâtissier, monopole de la vente de l'huile de palme, coiffeur dans les salons de coiffure et tressage des cheveux des dames, servantes dans des restaurants, exécutants de tous travaux des manœuvres lourds dans des chantiers, sentinelles, coffrage, ferrage, vendeuses des fretins frais, vannerie, menuiserie, petit commerce des fruit.

Toutes les personnes enquêtées, quels que soient leurs milieux d'origines et les quartiers où elles vivent, exécutent des activités informelles pour la survie de leurs ménages et fournissent des services essentiels. Cependant, le conjoint, à moins qu'il soit malade, fournit d'efforts d'aller en ville y créer une petite activité génératrice de revenu et des petits emplois de rémunération directe par absence d'un contrat (régulier, court terme ou travail journalier sans contrat). La sommation des recettes du couple contribue énormément à l'économie locale et à l'émergence des nouveaux secteurs et/ou domaines de travail.

Le récit de vie de MAZURI ci-dessus explique quant à ce :

Mon métier de motard avait prospéré et je me sentais très à l'aise et commençais à transporter des habitants dans des villages éloignés du centre commercial comme à Karasi, Maibano, Kambegeti, ... Mais malheureusement quand on retournait, on tombait beaucoup de fois dans des pièges tendus par les Raiya Mutomboki qui nous ravissaient les recettes. Ce phénomène m'avait démotivé à rester à Bunyakiri et même mon épouse perdait la joie de rester à Bunyakiri avec ces incidents. Aussi de son côté, elle connaissait des bavures avec tantôt les motos ou les véhicules des militaires qui prenaient le carburant à crédit sans paiement et pour recouvrer ces dettes, la tâche devenait difficile comme ils payaient à compte-goutte jusqu'à déstabiliser le capital initial.

Et c'est ainsi que j'avais pris une résolution avec ma femme de quitter Bunyakiri et aller essayer la vie ailleurs, notamment à Bukavu. Sur influence de l'oncle à Madame et comme on s'était confié à lui sur les ressources financières qu'on avait avec nous, l'idée d'aller à Mulambula va nous habiter, à la recherche d'une maison en location étant donné qu'on voudrait bien rester en connexion avec les gens de chez nous et exercer un petit commerce pour la survie.

En arrivant dans la ville, la nécessité de trouver de quoi vivre dans la nouvelle configuration socio-économique et géophysique en vue de la protection de l'existence est forte. Ce sentiment de sauvegarde de la vie a poussé MAZURI à trouver un logement auprès de quelqu'un de son village d'origine et d'autres services connexes (l'eau, l'électricité, les soins de santé, sécurité individuelle). Pour la continuité des services rencontrés, MAZURI se décida de valoriser l'huile de palme produite dans sa Chefferie natale. La connectivité avec les membres de sa famille du milieu d'accueil, lui a permis d'accéder à une maison en location à un coût passable en fonction de son statut de déplacé. Par ailleurs, sera-t-il touché par le coût des services de base et d'alimentation élémentaire (légumes et tubercule). Il constate que rien n'est gratuit, contrairement à sa vie du village. Pour faire face à ces contraintes socio-économiques, Monsieur MAZURI mobilisa ses épargnes de son métier de motard et celles de la vente du carburant de son épouse en vue d'implanter son propre emploi qui l'aidera à répondre à toute la typologie des besoins existentiels.

3.2. L'analyse du marché et mobilisation des ressources dans le milieu d'origine

La mobilisation des produits agricoles, forestiers et non ligneux par des personnes déplacées ne se réalise pas sans intervention de certains facteurs favorables qui motivent et aident les personnes déplacées à créer leurs propres opportunités de survie qui peuvent être internes aux milieux d'accueil, tout comme externes vis-à-vis de leurs milieux d'origines. Parmi ces facteurs, il y a la valorisation des produits des milieux d'origines des personnes déplacées, la pertinence et la forte demande des produits des territoires de suite de leur rareté dans la ville, le monopole des produits selon leurs origines, la facilité d'être servi par les anciennes connaissances et/ou membres des familles restées dans les milieux d'origines, pour des raisons diverses.

Témoignage de VANY, originaire du village de Kabulwa/Bunyakiri vivant sur l'avenue Kalengera au Quartier Mulambula, Commune de Bagira.

Je suis polygame depuis mon village d'origine, arrivé à Bukavu avec mes deux femmes ; j'étais obligé de prendre la maison à Karhale au quartier Nkafu dans la Commune de Kadutu pour la première femme qui n'a pas d'enfant et une autre à Kalengera au quartier Mulambula dans la Commune de Bagira pour la seconde femme ayant 7 enfants. Pour la survie de mes deux familles je fais le commerce des planches au grand marché de l'Essence dans la commune d'Ibanda, la première femme reste au marché et moi je fais les activités d'approvisionnement à Bunyakiri mensuellement. Ce commerce me permet de faire étudier mes enfants et construire mes deux maisons dans ces deux quartiers dans 5 ans.

Cependant, certaines personnes déplacées ne parviennent pas à mieux saisir et exploiter les facteurs d'opportunités se présentant dans leurs nouveaux environnements géophysique et socio-économique, leur empêchent de créer ou d'initier leurs propres opportunités en vue de faire face aux aléas de la nouvelle dynamique sociale dans laquelle elles sont impliquées et intégrées. Les hésitations à lancer des initiatives par crainte des exigences fiscales, manque et/ou faibles connexions sociales avec les premiers venus dans la ville ou avec les membres de la communauté d'accueil, soit des faibles capacités d'intégration dans les réseaux sociaux existants qui sont autant des facteurs explicatifs.

Témoignage de MOTOLO, âgé de 38 ans, originaire de Burhinyi, arrivé à Bukavu en 2013 et résident au quartier Chahi en Commune de Bagira.

Je suis chauffeur-mécanicien sur le tronçon Bukavu-Walungu, il y a 7 ans ; je suis venu résider à Bukavu, notamment à Chahi avec ma famille suite à l'insécurité causée par mon métier de trafiquant d'or. Pour émerger, il a fallu mélanger cette activité avec celle de transport afin d'échapper aux tracasseries des services de l'Etat et gagner mon argent calmement sans qu'il y ait tapage. Je m'approvisionne en or, à Mushinga/Walungu dans le site de Nyamurale auprès des creuseurs artisanaux, que je revends à Bukavu auprès de mes clients habituels ayant déjà fait la commande.

Les opportunités locales rencontrées par les PDI font émerger des interactions économiques importantes par l'analyse contextuelle de marché et la mobilisation localement des intrants et services en termes de petits métiers se retrouvant dans différents secteurs.

La création des petits marchés spontanés de vente des produits agricoles et divers pour la facilitation de la proximité et l'accès aux produits de première nécessité dans presque chaque avenue de la ville de Bukavu est bien visible.

Témoignage de MASIRIKA originaire de Birava/Ishungu, âgé de 27 ans, résidant au quartier Cikera/Commune de Bagira.

J'ai quitté mon village il y a 3 ans pour faire le petit commerce de fretins en ville, mon mari est pêcheur et mobilise les fretins du lac Kivu en provenance d'Idjwi, de Birava et Mushweshwe. Après embarcation à Kalengera à Bukavu, je l'aide à écouler une partie des produits et le reste je l'amène au petit marché du quartier de Cikera où les détaillants s'approvisionnent afin de continuer avec la chaîne d'écoulement.

La prolifération des petits métiers par les PDI qui sont nombreux, jadis inexistantes ou négligés par les autochtones, est un fait. Il s'agit notamment du transport des matériaux de construction, de la lessive des habits dans les ménages par les femmes, du lavage des véhicules sur les chaussées des routes principales, de l'émergence des kiosques de vente des articles divers, des kiosques de vente des cartes téléphoniques, de la production des boissons fortement alcoolisées, du transfert de la monnaie virtuelle, des vendeurs dans des débits de boissons (ou barmen) etc. Certains services sont rendus en ville par les déplacés avec le système de « Food

for Work » (aliment contre service) dans les cas des échange des vivres ou des vieux habits par exemple contre le ramassage des ordures ménagères, du jardinage.

Tout le long des journées, jeunes et adultes déplacés sont devenus des marchands ambulants d'articles divers, des légumes, des fruits avec une approche de vente porte à porte avec tout le stock sur la tête ou au dos. Ils sont également nombreux comme acteurs dans le petit commerce transfrontalier avec les pays voisins et sont intégrés dans des associations dont les membres sont dans les échanges commerciaux et exploitent différents produits vivriers et divers entre la RD Congo et les pays voisins.

Les produits agricoles et forestiers des milieux d'origines des déplacés sont vendus dans la ville. Il s'agit des fruits, des légumes, des gibiers, des plantes médicinales, du miel, des combustibles (braises, bois de chauffe), des planches et bois pour la construction et de la production des œuvres d'art, etc.

Concernant la médecine traditionnelle, certains déplacés font le transfert de leurs connaissances et pratiques pour les soins et traitements à base des plantes, de certaines maladies dites incurables dans la ville dont les angines des nourrissons, l'épilepsie, les maladies de la peau avec des dénominations locales, se présentant comme des inflammations corporelles, « PESE, MULONGE... », les produits de la phytothérapie (communément appelés « UBANI en langue locale », graisse de boa aussi appelée « MAFUTA YA SATU en langue locale », etc.

Les activités agricoles en milieu périurbain sont tenues par les personnes déplacées dont les produits constituent des compléments pour l'alimentation de leurs ménages et de fois pour la vente. Les activités de savonnerie artisanale dans la ville de Bukavu avaient été améliorées par la production des huiles à base des noix palmistes, de la pâtisserie à base des techniques locales en mélangeant la farine de froment avec d'autres céréales comme la farine de maïs pour la production des beignets écoulés au cours de la journée dans les chantiers de construction ; de la vannerie pour la fabrication des paniers et autres œuvres d'arts à base des ficelles en plastiques importées et d'autres matériaux trouvés localement comme les feuilles des bananiers, le sisal.

Alors que dans le secteur de transport en commun exploité par des privés, les jeunes déplacés sont des agents convoyeurs ou receveurs sur différents axes des Communes de la ville et d'autres ont monté des ateliers de réparation des pneus des véhicules et motos et tant d'autres pannes, au bord des routes sur le trottoir.

L'approvisionnement en produits halieutiques connaît un nouveau système de vente des fretins frais dans les quartiers à base des lances voix annonçant le prix et la quantité d'un kilogramme ou la moitié, d'après la situation du marché, selon que les baies de pêche sont fermées ou en activités, pour la reproduction des poissons et fretins.

Dans le secteur de restaurants, ils sont travailleurs assurant la cuisine et le service aux clients la journée et le soir, ils y passent la nuit pour la garde des matériels et d'autres objets logistiques.

Dans le petit commerce, le système ambulatoire est leur génie comme ils n'ont pas accès aux marchés publics suite à l'incapacité de paiement des taxes exigées mais aussi à cause de l'exiguïté et aux encombrements dans les marchés publics rendant l'accès impossible aux nouveaux venus qui n'ont pas trop de relations clientelistes avec les responsables. Par exemple, les saucissons sont vendus au gré des journées en piégeant l'accessibilité par la fixation du prix et de la quantité selon la force financière de chaque demandeur ou acheteur.

Dans les institutions de micro-finance telles que les MUSO (Mutuelle de Solidarité), les AVEC (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit), les déplacés hommes et femmes, sont très actifs pour se soutenir mutuellement. La plupart d'entre eux réalisent des fonds de démarrage et des capitaux pour asseoir leur petit commerce grâce aux avantages des rotations tirées de ces activités.

Force est de constater que les AVEC et les MUSO avaient été introduites au Sud-Kivu par des ONG locales et internationales, principalement dans les zones rurales, autour des années 2000-2005. Ces initiatives ont ensuite trouvé leur chemin vers la ville par l'intermédiaire de migrants ruraux-urbains et les déplacés. Et à présent, c'est à tort que l'on parle des AVEC en pleine ville ! Des grands regroupements des « AVEC » opérationnels dans les Communes de la ville de Bukavu sont constitués, en majorité, des déplacés ayant la même origine territoriale ou hétérogène dans d'autres cas. A ces jours, c'est devenu une activité regroupant les déplacés et les résidents ensemble en tenant compte de leurs milieux de localisation pour la proximité et le bon monitoring des activités du groupe.

Pour ce qui est des femmes transporteuses des matériaux de construction et autres, elles se positionnent dans des coins des avenues, dans des ronds-points constituant des points de négoce et de sollicitation attendant les potentiels demandeurs des services. Ces endroits sont connus

par tous les habitants où ils passent à la recherche d'un service de transport, de lessive des habits et autres. Curieusement, ces endroits sont abondés majoritairement par les femmes et les jeunes filles.

Bon nombre de jeunes garçons déplacés se fait enrôler dans les services et sociétés agréés de gardiennage et de sécurité privée alors que les jeunes filles apprennent le métier de tressage des cheveux. Elles ouvrent des officines de fortune des coiffures féminines où elles reçoivent des clientes à côté des salons de coiffure masculine. La plupart des garçons, qui était dans les groupes armés, a suivi des formations professionnelles en différents métiers pendant les opérations de désarmement et réintégration communautaire. Ces garçons réussissent à répondre aux besoins de survie de leurs ménages.

La présence des déplacés dans la ville n'est pas toujours permanente du fait de la mobilité, car un bon nombre de ces derniers maintient des liens avec leurs milieux d'origines pour lesquels, ils mobilisent des ressources pour leur survie et celle de la population autochtone.

Le récit de MAZURI, originaire de Bunyakiri à Kalehe, vend l'huile de palme en s'approvisionnant à Bulambika/Bunyakiri

Pour le moment, je fais le commerce de l'huile de palme au marché central de Bukavu. Par moment, les personnes que je conduisais à moto à Bunyakiri me fournissent et vont également s'approvisionner aux endroits de raffinerie dans les villages que nous connaissons bien. Mais je fais des navettes fréquentes d'approvisionnement à Kambale et Bulambika

Le marché de l'huile de palme dans la ville de Bukavu est devenu saturé par des fournisseurs des huiles de palme en provenance des autres Territoires contrairement à ce qu'on me disait lorsque j'étais à Bunyakiri. Par ailleurs, nous vendeurs d'huile de palme au marché de Kadutu n'avons pas une place appropriée pour nos activités, l'endroit précis actuel c'est sur la route principale du marché de Kadutu où nous déchargeons et écoulons nos marchandises et pourtant nous payons régulièrement des taxes. La qualité en provenance de Bunyakiri a du monopole comme on me le disait. Il y a aussi des huiles de palme en provenance de Mwenga et de Shabunda qui abondent aussi le marché et de fois en provenance de Walikale à partir de la ville de Goma. Les recettes sont assez bonnes lorsque des clients revendeurs en provenance de trois Communes de la ville de Bukavu, pour la survie quotidienne de leurs familles, viennent s'approvisionner pour leurs petits commerces. Les gains réalisés m'aident

à payer le loyer et le transport urbain, cela pèse trop sur nos épargnes et projet investissements.

MAZURI dans la création des nouvelles opportunités a jugé mieux de valoriser l'huile de palme produite dans son milieu d'origine comme le font d'autres membres de sa communauté d'origine. Avec son récit, il est prouvé qu'une grande partie de ce produit consommé dans la ville de Bukavu est importée du Territoire de Kalehe en Chefferie de Buloho, à Bunyakiri; et alimente aisément l'économie locale de Bukavu dans le secteur de l'huile de palme et des produits connexes. Après l'analyse du marché, MAZURI constate que la ville de Bukavu est approvisionnée en produits agricoles, en bois, produits forestiers, qui sont apportés par les PDI de sa Chefferie d'origine. Ces services maintiennent un style de vie mobile des PDI entre la ville de Bukavu et leurs villages de provenance.

Avant de prendre la décision d'entamer son activité, MAZURI avait cherché des informations essentielles sur les charges, les exigences et les tracasseries d'approvisionnement ; mais aussi les éléments du contexte pour réaliser des bénéfices. Les renseignements sur les modalités pratiques du lancement du commerce de l'huile de palme, il les a eus auprès de l'association des vendeurs et acheteurs de l'huile de palme au Sud-Kivu (AVAHP asbl), axe Kadutu, avec la facilitation d'un membre du comité urbain originaire de son village. Cette association comprend plusieurs axes d'approvisionnement dans les trois Communes de la ville de Bukavu notamment au marché central de Kadutu/Nyamugo, Essence/major Vangu, Beach Muhanzi, Pharmakina au quartier Mulambula, Bagira au quartier Lumumba et Panzi.

Les informations ci-après lui avaient été fournies par une connaissance. À Hombo, 20 litres d'huile de palme coûtent entre 12.000 FC-15.000 FC (soit près de 8US-10US) auprès de l'usine artisanale de transformation. Le transport sur la moto de Hombo à Bulambika par bidon de 20 litres, y compris.

A Bukavu, les PDI ont déclaré que pour commencer l'écoulement, dans chaque dépôt de stockage, les coûts suivants sont exigés : déchargement de 300 FC, tonnage de 1500 FC par vendeur, la patente, la division des petites et moyennes entreprises 18.000 FC par dépôt par an, DGI 135.000 FC par dépôt par an, DPMER 50\$ par dépôt par an et la DGRAD 45.000 FC par dépôt par an. A leur tour, les fournisseurs vendent par bidon de 20 litres aux grossistes et détaillants à 32.000 FC par bidon de 20 litres.

Eu égard à ce qui précède, les fournisseurs de l'huile de palme choisissent de travailler en corporation et/ou association. Ils sont regroupés dans un dépôt de stockage faisant lieu du point de vente en vue de constituer un front commun contre les exigences fiscales annuelles bien que chacun prenne en charge certains paiements individuels.

Les circuits économiques créés par le commerce de l'huile de palme depuis la transformation jusqu'à l'utilisation finale font que ce produit se retrouve dans toutes les opportunités du marché qu'offre la ville. Et de ce fait, des nombreuses familles fondent leur épanouissement sur le petit commerce de l'huile de palme.

Après analyse, des éléments récoltés par MAZURI auprès des personnes expérimentées du secteur, il lança son activité génératrice de revenu et devint fournisseur de l'huile de palme jusqu'à ce jour. La mise en œuvre et la réussite de l'activité de toute la chaîne de commercialisation de l'huile de palme et tous les flux économiques créés constituent un gage de la contribution sur l'économie locale. L'expérience de MAZURI démontre à suffisance l'expérience vécue par d'autres personnes déplacées qui mobilisent les ressources dans leurs milieux d'origines et contribuent aussi à l'économie locale. Et ce, en faisant l'analyse des origines des produits agricoles, forestiers, non ligneux présents ou utilisés et/ou consommés dans la ville mais rendus disponibles grâce aux services offerts par les personnes déplacées en provenance de tous les Territoires de la province du Sud Kivu.

Le tableau ci-dessous présente les Territoires, les produits mobilisés par les PDI dans les Territoires et la fréquence de cet approvisionnement qui se fait par véhicule, par motos, à pieds, pirogue motorisé et par bateau.

Tableau 1 : *fréquence des produits par territoire*

N°	TERRITOIRE	PRODUITS	FREQUENCE
1.	Mwenga	Braises, planches, minerais, bois de construction,	Toute la semaine
2.	Shabunda	Minerais, banane, manioc,	2 fois par mois
3.	Kabare	Légumes, bois de chauffe, volaille, briques, fretins	Toute la semaine

4.	Kalehe	Planches, braises, bois de chauffe, bananes, miel, minerais, bois de construction, volaille, poissons	Toute la semaine
5.	Idjwi	Manioc, bananes, ananas, volaille, sable pour la construction, fretins,	Deux fois par semaine
6.	Walungu	Légumes, mains d'œuvre dans les ménages, briques, bois de chauffe	Toute la semaine
7.	Uvira	Fruits, légumes, fretins, poissons, volaille,	Toute la semaine
8.	Fizi	Fruits, légumes, poissons, fretins	Deux fois par semaine

3.3. Les bénéfices réalisés par les PDI dans leurs activités commerciales et contribution au développement de la ville

Les déplacés vivant dans la ville de Bukavu, une fois installés dans le milieu d'accueil, réussissent à positionner une activité économique plus ou moins stable ou fréquente, ils renoncent automatiquement à l'initiative de retourner dans leur milieu d'origine. Ils préfèrent désormais s'établir dans la ville ayant goûté au mode de vie y afférent. Cependant, pour la plupart d'entre-eux, retourner dans les milieux d'origines devient une source d'approvisionnement pour leurs activités économiques.

L'engouement à investir les revenus à Bukavu, plutôt que dans son milieu d'origine, est soutenu par l'insécurité grandissante suite à la prolifération des groupes armés. Aussi le déséquilibre par rapport à la loi de l'offre et de la demande, et les effets multiplicateurs vis-à-vis de la stabilité économique de ceux qui avaient précédé à Bukavu.

Témoignage de Madame MWAMVUA, originaire de Bunyakiri, âgé de 26 ans, venue à Bukavu en 2012 avec sa famille pour le travail de son mari, trafiquant des minerais de Kalehe à Bukavu.

En 2012, nous avons pris une maison en location à Muhungu dans la commune d'Ibanda. Après 4 ans, avec le travail de mon mari dans un comptoir des minerais en ville, nous avons pu acheter cette maison en matériaux durable à un colonel de FARDC à 18.000\$ dans ce quartier de Cikonyi près de l'usine de la Pharmakina. Il a un dépôt au marché de Kadutu que

je supervise et où il vend des vivres. Suite à l'insécurité persistante à Bunyakiri, il préfère investir à Bukavu ; une fois à Bunyakiri avec son travail, les rebelles peuvent le tuer.

Ces revenus contribuent à son installation effective et définitive dans la ville de Bukavu tout en gardant le cordon ombilical avec son milieu d'origine.

Dans le domaine de l'habitat, l'innovation s'observe dans la construction des maisons en étages en planches en vue de maximiser les espaces trouvés avec un changement de la qualité et surtout pour accéder à plus d'espace de logement de tous les membres des familles restreintes. Mais aussi en prévision des éventuelles visites des membres des familles restées dans les milieux d'origines.

Témoignage de Monsieur MABE, âgé de 40 ans, originaire de Bunyakiri/Kalehe, infirmier formé à l'ISTM et vivant dans le quartier Mulambula en Commune de Bagira, qui a investi à Bukavu.

Je suis venu à Bukavu en 2015, après 3 mois j'avais jugé bon d'implanter un centre de santé au quartier Mulambula, avenue Kalengera. Ce centre de santé était installé dans mon village d'origine à Bunyakiri ; mais suite à l'insécurité, avec ma femme nous avons décidé d'entreprendre à Bukavu. Tous les malades originaires de Bunyakiri se font soigner dans ce centre. Après 7 mois d'installation de ce centre et comme dans le quartier il y avait carence des centres de santé ; ainsi les autochtones venaient aussi nombreux se faire soigner. Cela s'explique par notre expertise. Grâce à cette activité j'ai pu acheter deux maisons en étage en bois dans ce quartier dont une est prise en location par un autochtone.

Certaines terres jadis non habitées sont devenues aujourd'hui des nouvelles avenues suite à leur occupation par les personnes déplacées ; et tout d'un coup deviennent des cités ou quartiers de la ville alors qu'elles étaient considérées comme des entités périurbaines, difficiles d'y habiter. Pour le moment, on y constate l'installation des structures médicales (dispensaires et postes de santé), création des écoles privées agréées, des églises locales, des restaurants, des bars et même des dancings clubs.

Récit de CHEKO, muet, évangéliste pentecôtiste de son état, prie pour beaucoup des autochtones ayant confiance en son ministère témoignent des effets attendus. Les croyants

paient la maison en location et à manger pour lui. A produit un ouvrage sur sa vie pastorale et son ministère, Il est actif aux travaux communautaires du quartier malgré son infirmité.

Des lieux d'écoulement des petites marchandises et produits agricoles subissent une taxation multiple. Ce qui est à la base du phénomène appelé « marché pirate » car non établi et non reconnu par les autorités compétente. Et des fois certains services étatiques ne manquent pas à percevoir les taxes journalières auprès des concernés.

Les creuseurs artisanaux des minerais dans les Territoires de Shabunda, de Mwenga, de Walikale sont pour la plupart des déplacés qui après avoir gagné un peu d'argent ne manquent pas d'améliorer leur habitat, le niveau de vie en achetant des parcelles, des maisons ou tout simplement en construisant leurs propres maisons en ville et des fois, présentables et confortables que celles des autochtones rencontrées sur place.

Le témoignage des femmes des creuseurs artisanaux des minerais à Shabunda vivant au quartier de Buholo-Kasha où leurs maris ont acheté des maisons que dans leurs milieux d'origine à Ngweshe.

Dans ce quartier, les hommes en provenance majoritairement du Territoire de Walungu sont venus s'installer à Bukavu avec leurs familles. Ils avaient des maisons en location. Ils étaient partis à Shabunda et Mwenga dans des carrières minières pour creuser les minerais. Après environ 4 ans tous ont acheté des maisons dans ce quartier, ils ont créé leur propre avenue. Ils retournent une fois l'an à Bukavu pour visiter leurs familles.

Récit de MAZURI

Si tout va bien, je projette de chercher une parcelle à Kalengera et y ériger une maison pour ma famille.

De ce fait, Je me suis déjà fait quelques amis au quartier, je compte leur proposer de créer une mutuelle de solidarité du quartier où l'on cotiserait 1000 FC par semaine. J'espère qu'avec cela, je pourrais revivre l'expérience avec l'association des motards de Bunyakiri qui m'avait aidé à avoir des moyens financiers pour m'installer à Bukavu.

MAZURI dans sa trajectoire de vie dans la ville de Bukavu, avait collecté toutes ses épargnes issues de son travail de motard et celles de la vente de carburant de son épouse pour gérer sa vie et celle de son foyer. Les transactions commerciales pour son petit commerce de l'huile de palme de Hombo-Bulambika, à Bukavu ont fait de lui un fournisseur important de l'huile de palme dans les différents marchés de Bukavu à partir de son dépôt d'écoulement. La prospérité de son commerce, lui a valu des bénéfices qui lui ont permis d'acheter une parcelle au quartier Mulambula dans la Commune de Bagira dans laquelle il compte ériger une maison en planches ; aussi il planifie d'acheter une moto qu'il va confier à un motard pour le transport urbain dont les recettes journalières permettent d'avoir l'argent au quotidien.

Le parcours de vie de MAZURI et tous les aléas se retrouvent tant bien que mal chez d'autres personnes déplacées. De manière exceptionnelle, un grand nombre des PDI choisissent de ne pas trop s'éloigner de leurs milieux d'origines même lorsqu'ils s'installent dans la ville, comme le constate le rapport de Human Right Watch, « les PDI ont tenté de rester aussi près que possible de leurs maisons et de leurs fermes pour pouvoir continuer à travailler la terre, récolter de la nourriture, et réaffirmer la propriété de leurs biens, si la situation s'améliore... »⁸⁴.

En dépit de tout cela, les mouvements de va-et-vient des déplacés dans la zone de leur épanouissement ne se passe pas sans contraintes ; des pesanteurs pèsent assez bien visiblement comme l'indique le résultats de l'enquête de HRW dans ces propos ; « le retour dangereux que font de grands nombres de PDI à la recherche de nourriture ou pour cultiver leurs champs, et les obstacles qui entravent leur retour définitif, notamment la saisie ou la destruction de leurs terres par des groupes armés ou par la population locale... »⁸⁵

Force est de constater que des écrits lus révèlent des efforts des différents acteurs tendant à analyser les rapports des mesures officielles qui ont été prises pour protéger les PDI dans l'Est de la RDC. Ce qui est plus important, est l'initiative se basant sur la combinaison des approches des programmes d'encadrement des déplacés et leur retour, avec une nouvelle stratégie d'intervention qui met en exergue les besoins socio-économiques des plus vulnérables, à différentes étapes.

⁸⁴Rapport Human Right Watch, Une fuite permanente: Le cercle vicieux des déplacements dans l'Est de la RDCongo entre 2008-2010 P.5

⁸⁵ Rapport Human Right Watch, *Op cit* P.6

3. Analyse des données et conclusion

L'article s'articule sur la manière dont les personnes déplacées contribuent à l'économie locale de la ville après leur intégration effective en s'impliquant dans des activités économiques ayant un impact significatif sur le développement. Ainsi leur présence dans la ville a une ampleur considérable sur l'économie étant donné que ces personnes se retrouvent sur le marché de travail bien qu'il soit informel incitant les autochtones à emboîter leurs voies afin de se faire du lucre et un autre statut à long terme dans la communauté.

Il est évident qu'un certain nombre de personnes déplacées lutte pour gagner leur vie dans la ville et dépend de la bienveillance des hôtes pour leur survie. Il est aussi vrai que les personnes déplacées ne constituent pas seulement un fardeau pour les résidents à long terme de Bukavu. Dans notre recherche, nous avons rencontré des personnes déplacées comme Mazuri qui font preuve d'un esprit d'entreprise et qui parviennent à créer leur propre activité économique dans la ville. Grâce à leurs liens avec leur communauté d'origine, ils ont accès à des ressources qui, autrement, ne sont pas largement disponibles dans la ville. En mettant ces ressources à disposition sur le marché urbain, ils contribuent à l'économie locale et diversifient le marché. Ce faisant, ils enrichissent le marché urbain au lieu de l'épuiser. Cet impact devient encore plus positif si les personnes déplacées rendent les bénéfices qu'elles réalisent en les utilisant pour acheter des produits sur le marché urbain et pour améliorer les maisons urbaines qu'elles louent ou possèdent. En effet, de nombreuses personnes déplacées dépensent plus d'argent en ville que dans leur communauté d'origine, d'autant plus qu'elles décident de rester en ville.

En utilisant des ressources qui ne sont pas à la disposition des résidents de Bukavu, les PDI ne sont pas nécessairement en concurrence avec les résidents à long terme, car les PDI créent en fait de nouveaux marchés. Cela les aide à la fois à gagner leur vie, mais aussi à mieux s'intégrer dans la ville, puisqu'elles acquièrent une réputation dans leur profession : Mazuri est devenu un grand fournisseur d'huile de palme en gros, d'autres sont respectés en raison de la bonne qualité du miel qu'ils fournissent, ou pour leurs compétences dans la construction de maisons en bois.

Dans bon nombre d'activités économiques il s'agit, de nos données de terrain, que les femmes sont plus nombreuses que les hommes mais les tâches sont réparties de différentes manières selon les produits. Les hommes fournissent aux femmes des produits en demandant leur avis car ils effectuent des transactions plus risquées, à la limite même de leurs vies. Les

femmes déplacées nous ont déclaré que l'occupation de la vente des produits agricoles a diminué leur chômage et a eu une influence positive sur les familles. Le nombre de divorces et les abandons familiaux ont diminué depuis que les femmes sont actives dans le petit commerce de vente des produits agricoles et offrent d'autres services urbains. Les femmes n'ont plus le temps de se chamailler avec leurs maris et leurs voisins. Quant aux hommes, ils gardent leurs épouses car elles contribuent aux dépenses de la famille. Il va sans dire qu'en fonction de leurs revenus, les femmes déplacées contribuent de façon différente à l'entretien de leurs familles. Les plus fortunées vont jusqu'à payer à leurs enfants les études au niveau supérieur, avec ce petit commerce des produits alimentaires. Si la femme possède de l'argent, elle contribue aux dépenses du ménage. Le mari ne lui demande pas d'où vient cet argent. Il a confiance en elle et sait qu'elle ne va pas chercher l'argent dans un mauvais lieu. Le commerce des produits agricoles et autres services que je rends à travers la ville est important pour moi car il me permet de sortir (j'ai besoin de ne pas rester à la maison), de garder les contacts avec les gens, de me tenir informée tout en m'aidant à combler les besoins de ma famille et des miens. Faire le petit commerce me donne confiance en moi-même : je paie les études pour mes enfants, et je me sens utile. Je fais la joie de ma famille, je rencontre des personnes diversifiées. J'ai une bonne place dans cette nouvelle société et m'aide à me faire accepter par les résidents, confie Madame OKI, femme déplacée

Dans la foulée, un jeune garçon, enfant d'une famille de déplacés rencontré à Bagira nous confie « Le secteur informel est bien plus fort que l'Etat. Je n'ai pas eu de bourse ni d'assistance. C'est ma mère qui a payé mes études grâce aux revenus de son petit commerce des produits agricoles en provenance de notre Territoire d'origine. J'ai fait des études secondaires en sciences sociales à l'école officielle de Bagira et suis très fier de ma mère ». Bref, le petit commerce représente pour les femmes une source de valorisation sociale ; elles se sentent utiles et appréciées par leurs familles, et la société en général.

Un grand nombre d'avantages est lié au petit commerce selon l'avis des femmes déplacées. C'est la seule possibilité d'emploi pour les analphabètes sans distinction de sexe car ne demandant pas trop d'exigences. Pour ZUKI, c'est une source de revenu qui assure l'autonomie financière relative des femmes, retrouvée dans un nouveau contexte géophysique, et leur permet de contribuer à l'entretien de la famille et aux dépenses de la solidarité familiale (deuil, mariage, naissances,...). "C'est une nécessité, c'est la seule façon que j'ai pour mon utilité. Le

petit commerce des produits agricoles fonctionne avec un petit capital,...je ne peux pas le laisser" ajoutait ZUKI.

Le petit commerce des produits agricoles et autres activités économiques des femmes, en raison des horaires flexibles, leur permet d'avoir une activité économique tout en continuant de s'occuper de l'éducation des enfants et de la gestion de la maison.

Les PDI jouent un rôle important sur les opérations de production des biens et des services qui consistent à créer des biens et services qui contribuent à satisfaire des besoins de la population de la ville de Bukavu. L'économie locale comprise dans la manière dont les personnes déplacées de la ville de Bukavu vivant dans des milieux périurbains et environs effectuent la production des biens et services, et ces biens sont matériels ainsi que les activités connexes à ces biens notamment l'échange et la consommation.

L'ensemble de produits que les PDI mobilisent dans la ville de Bukavu vient de différents Territoires. Ces biens sont compris sous deux aspects, premièrement « *les biens* » qui sont définis comme les « moyens », les « ressources » ou toute chose apte à satisfaire un besoin de la population. Le besoin sous-entend les « *aspirations qu'une personne éprouve et qui demandent d'être satisfaits* » ou toute chose ayant une utilité reconnue. Il constitue le bien matériel tel que les planches, l'huile de palme, les légumes, les braises etc. Deuxièmement, « *les services* » constituent les produits immatériels, services marchands ou non marchands qui ne sont pas vendus sur le marché mais financés par des prélèvements obligatoires ou par des contributions telles le travail occasionnel, sans contrat, avec contrat, etc. (J.Segers)

Ainsi il s'observe que les PDI contribuent au même titre que les autochtones au développement de la ville par leur *investissement* compris sous le sens des activités économiques effectuées par eux dans la ville de Bukavu sont bénéfiques, ainsi que le revenu qui n'est pas dépensé en bien de consommation appelé « *épargne* » est augmenté à la formation du capital « *patrimoine susceptible de produire un revenu* » et à l'acquisition des biens durables comme moyens de production. Cet investissement se fait remarquer dans la ville de Bukavu ainsi que dans leurs milieux d'origines pour plusieurs raisons malgré l'insécurité persistante dans les Territoires, les conflits familiaux, la sorcellerie, les barrières érigées par différents acteurs pour empêcher d'accéder à la ville et aux Territoires, etc. Ils construisent des maisons en étage, créent des nouvelles avenues ayant de renommées sur le plan de développement communautaire, initient des mutuelles de solidarité financières auxquelles les autochtones adhèrent sans discrimination,

participent aux travaux communautaires et exécuter tous travaux sans complexe et encouragé par les autorités locales.

La masse de littérature trouvée, parle plus de la situation humanitaire des déplacés et de leur accès aux services de base et de leur mode de vie, de la typologie d'assistance reçue ou à donner. Mais n'analyse pas leurs activités économiques dans les milieux d'accueil des déplacés. Il n'y a rien des interactions économiques entre les déplacés et les résidents en termes de leur contribution locale aux circuits économiques dans leurs nouvelles configurations sociales.

Ce qui n'est pas réuni dans cet article, c'est la collecte des avis et considérations des autochtones, des résidents sur leurs connaissances des effets de contribution des déplacés à l'économie locale alors que certains les considèrent comme des profiteurs et/ou dépendants des services et biens disponibles dans la ville.

Cette étude met en exergue une typologie non exhaustive de la diversité des activités socio-économiques des déplacés inscrites dans l'univers microéconomique comme contribution aux efforts de développement de la ville de Bukavu. Nous avons l'espoir que d'autres recherches pourront approfondir ces efforts que nous avons entamés et peuvent en faire un point d'inspiration par rapport aux dimensions que nous n'avons pas exploitées.

Enfin, les pouvoirs publics devront mettre en place des mécanismes d'allégement et de facilitation de la mobilisation et d'accès aisés aux ressources et aux autres biens en provenance des Territoires, plus particulièrement par les PDI.

Bibliographie

1. _____. Lexique de l'Economie. 13^eEd. Dalloz, Paris, 2014, P.333
2. AGER A. and STRANG A. (2008) 'Understanding integration: A conceptual framework', *Journal of Refugee Studies*, 21(2), pp. 166–191. doi: 10.1093/jrs/fen016.
3. BUISSON C. Les quatre piliers de succès d'un produit, Inédit, Université de Sorbone, 2010, P.432.
4. DE FAILLY D. L'économie du Sud-Kivu : mutations profondes cachées par une panne. In : Marysse, S. & Reyntjens, F. (éds.). *L'Afrique des grands lacs : annuaire*. Paris : L'Harmattan, 1999-2000, P.163.

5. HAMMAR A. (2014) *Displacement Economies in Africa: Paradoxes of crisis and creativity*. Edited by A. Hammar. London and New York: Zed Books
6. <http://rdc.humanitarianreponse.info>, www.unocha.org/drc
7. JACOBS C. and KYAMUSUGULWA, PM. (2018) 'Everyday Justice for the Internally Displaced in a Context of Fragility : The Case of the Democratic Republic of Congo (DRC)', *Journal of Refugee Studies*, 31(2), pp. 179–196. doi: 10.1093/jrs/fex025
8. NEWBURY, CATHARINE M. « *Ebutumwa Bw'Emiogo: The Tyranny of Cassava A Women's Tax Revolt in Eastern Zaïre* », *Revue Canadienne des Études Africaines*, 18: 35-54, 1990, p. 40.
9. PEERR SCHOUTEN et MURAIRI J, KUBAYA S, SENDEDEYA V, AININYU G, MIRINDI M, BATUNDI V. " tout ce qui bouge sera taxé", l'économie politique des barrières routières au Nord-Kivu et Sud-Kivu, Rapport d'Etudes, IPIS, Anvers/Copenhague, novembre 2017, pp.66.
10. RAPPORT HUMAN RIGHT WATCH. Une fuite permanente : Le cercle vicieux des déplacements dans l'Est de la RD Congo entre 2008-2010 P.5-6 2009
11. RD CONGO et PNUD, MINISTERE DU PLAN. Localisation des objectifs de développement durable dans la Sud-Kivu, Rapport Provincial, Août 2017, p.15
12. SERGERS J. Le circuit économique, Ed. Loyola, Kinshasa, 1993
13. UNOCHA_DRC, Aperçu des besoins humanitaires en RD Congo, Décembre 2019. Consulté le 06.07.2020, at available :
14. VWIMA NS. (2014). Le rôle du commerce frontalier des produits alimentaires avec le Rwanda dans l'approvisionnement des ménages de la ville de Bukavu (Province du Sud-Kivu), Thèse de doctorat. Université de Liège/Gembloux Agro-Bio Tech, Belgique, 2014, P.48.